

<https://www.laicite-aujourd'hui.fr/?Etre-citoyen-aujourd-hui-une-realite-ou-une-difficulte>



« Être citoyen aujourd'hui : une réalité ou une difficulté »

- NOS TRAVAUX -



Publication date: dimanche 15 mai 2022

Copyright © Laïcité Aujourd'hui - Tous droits réservés

Pour la réunion du 27 avril 2022, par MLM



Cette idée m'est venue de cette réalité qu'aujourd'hui il semble ne pas, ne plus exister de responsabilité « civique » ; nous sommes face à notre incapacité à éduquer des citoyens aptes à faire vivre les valeurs de la République. Ceci était bien à l'ordre du jour cette dernière semaine. Comme le dit **Alain Mabanckou** dans sa chronique de l'Observateur de cette semaine : " Il y a dans le vote blanc un malentendu qui ne se dissipera jamais, certains estimant que c'est la meilleure façon de faire entendre leur voix L'individu qui vote blanc s'imagine exprimer une indignation. En somme, qu'on le veuille ou non, il refuse consciemment d'exercer ce droit civique pour lequel se sont battus des citoyens avant lui, au prix de leur vie. Il bombera le torse, oubliant que les politiques les plus nauséuses parient sur de telles capitulations puisque leurs ouailles, elles, seront au rendez-vous".

Et ceci participe au développement du sentiment d'injustice devant le principe d'égalité au coeur du projet républicain : c'est l'abstention grandissante. Les populations ont le sentiment de ne plus être représentées, d'être mises à l'écart par la verticalité de la décision confisquée, disent-elles, par une poignée d'experts. C'est aux citoyens justement de veiller à ce que la démocratie ne soit pas un vain mot ; c'est une manière de mettre en oeuvre des politiques sociales, de justice, et de dignité au sein de la communauté à laquelle chacun appartient. La démocratie, en ce sens, est une manière d'exister, de faire société !

- ▶ inégalités femme /homme, des revenus salariaux.
- ▶ inégalités géographiques.
- ▶ inégalités des chances dans le système éducatif, dans la formation (un sondage IFOP en 2018 montrait que 65% considéraient que le système scolaire n'assurait pas cette égalité des chances).
- ▶ inégalités entre les fortunes et les revenus qui entretiennent une marginalisation sociale de certaines catégories.

Tout ceci entraîne inévitablement une érosion des devoirs et une individualisation des comportements. « Sale temps pour la démocratie ! ». On assiste malheureusement à cette érosion progressive de l'obligation de contribuer aux charges publiques et cette crise du civisme contribue à l'appauvrissement de la citoyenneté. La société n'est pas un corps impersonnel, mais elle est formée par une collection d'individus qui se trouvent en interaction entre eux. La citoyenneté n'est pas seulement une idée, une expression, un principe, c'est une pratique, une expérience collective, un comportement.



Revenons à quelques définitions :

dans le Littré : les citoyens sont les habitants de la Cité, à laquelle ils sont attachés.

dans le Larousse : la citoyenneté est le sentiment qu'a un homme de ses responsabilités et de ses devoirs. de ses

droits civiques et politiques notamment le droit de voter.

dans le Petit Robert : c'est le dévouement d'un citoyen pour sa patrie. Ce statut de citoyen depuis l'antiquité grecque a toujours été associé avec le droit de vote, symbole de l'intégration dans une société.

Le rôle du citoyen est indiscutablement de participer à la vie commune :

1/ en prenant part aux décisions et aux revendications ; en faisant preuve d'initiative et de disponibilités pour améliorer la société.

2/ en adoptant un comportement responsable et actif qui combine la parole à l'action.

3/ en participant à la gestion de la société, en utilisant ses droits et en adoptant des comportements d'engagement au sein d'un groupe de citoyens.

L'engagement, le civisme, cette légitimité politique au service de la collectivité, participent de la citoyenneté en lui donnant une dimension altruiste. Il est possible pour chacun de prendre sa part, même modeste, aux défis partagés. La citoyenneté d'engagements est une citoyenneté vécue. C'est ce que l'on retrouve dans la démocratie participative, dans les associations, car c'est une source de lien social !

Le citoyen fait preuve d'intérêt social en participant à la société ou à la communauté à laquelle il appartient, dans un but d'amélioration, d'aide ou même de changement. Le citoyen n'est pas un homme privé (idiotis, en grec ancien où l'homme ne se mêlant pas de politique passait pour un citoyen non pas paisible mais inutile) ; le citoyen a conscience qu'il fait partie d'un ensemble social.

La citoyenneté n'est pas un acquis ou une utopie ! « On ne naît pas citoyen, on le devient à sa majorité. » **Jean Claude Milner**, le 5.05.2017.

Elle doit être une ambition, un projet fondé sur le triptyque républicain. Pour cela, il faut faire confiance aux capacités de la République à assurer l'égalité des chances, il faut accentuer les luttes contre les inégalités sociales et contre les discriminations illégales et inacceptables.



Le statut de citoyen français est le couple composé d'une part des droits dont est titulaire le citoyen et d'autre part des devoirs auxquels il est assujéti.

- Droits :

Le vote, l'éligibilité, d'aller et venir sur le territoire l'accès aux emplois privés et publics avec un principe d'égalité : c'est l'article 1 de la Constitution « égalité des citoyens devant la loi sans discrimination d'origine, de race, et de religion »

-Devoirs :

Le paiement de l'impôt, la défense de la nation, l'instruction obligatoire jusqu'à 16 ans (rôle essentiel de l'école de la République dans la formation du citoyen)

La citoyenneté est donc avant tout la « civilité » : l'idée qu'il faut respecter un ensemble de règles communes qui assurent le respect des personnes, de leur bien-être et leur environnement. Ceci s'exprime au travers des valeurs

comme le civisme, la solidarité. Le rôle du citoyen dans la société, sa place, ses droits et ses devoirs nous renvoient au concept même de l'appartenance à une collectivité, qu'elle soit locale ou nationale.

Le terme « citoyen » ne désigne plus seulement une femme, un homme, sujet et acteur d'un système institutionnel, mais il exprime d'abord un comportement qui qualifie les valeurs de la vie sociale.

La citoyenneté peut aussi avoir une dimension émotionnelle ; c'est par exemple l'élan des manifestations après les attentats de 2015 où « Je suis Charlie » était une force collective ! Cela peut aussi se manifester lors d'évènements heureux par exemple lors de la coupe du monde de foot en 1998 !

Aujourd'hui il y a une désaffection des jeunes par la citoyenneté, pour la vie publique et c'est ce désintérêt qui m'interpelle et m'a incitée à proposer ce sujet ce soir !

« La démocratie est une maison vide et désolée si personne ne la fait vivre. Elle tombe en ruine quand les citoyens s'en détournent, quand ils oublient qu'ils sont membres de la cité et se comportent en seuls consommateurs. Sa vitalité dépend de l'engagement des citoyens, de la conscience qu'ils ont de leur responsabilité, du sens qu'ils donnent leur liberté. Sa force dépend de leur volonté de prendre en compte non seulement le temps présent mais aussi l'avenir des jeunes générations. Son épanouissement repose sur leur capacité de dépasser les intérêts particuliers pour embrasser le bien commun.

La démocratie exige. Son amélioration dépend de la participation de chaque citoyen. » C'était l'édito de O.F. par **Jeanne Emmanuelle Hutin**, le 24 avril 2022.



Selon **Bruno Lassere**, vice-président du conseil d'Etat en 2018, les individus forment une nation souveraine autour du triptyque de notre devise républicaine, mais aujourd'hui ce même peuple doute : il doute de la capacité de ses représentants à exécuter et à porter un projet commun et même plus grave encore, il doute de l'existence même d'un projet transcendant les individualités et les intérêts de chacun.

Ce constat un peu alarmant donne raison à **Jules Ferry** lorsque, dans sa lettre aux instituteurs, le 17.11.1883, il demandait « de redoubler d'efforts pour préparer dans notre pays une génération de bons citoyens attentifs au respect de la loi, de la justice et de la vérité. »

C'est tout le rôle de l'école de la République : 9 français sur 10 estiment que la démocratie est quelque chose qui s'apprend, qu'il faut transmettre et expliquer.

Ils placent l'école - *et là-dessus je les rejoins*- en tête des acteurs susceptibles de promouvoir la démocratie, et ce, devant les associations et les institutions publiques, les élus, les médias et les partis politiques ! C'est une enquête de CEVIPOF en 2018. Et comme disait un ministre (JMB) : « Chaque classe est une petite république, parce que le sort de la République se joue dans chaque classe ! ».

La classe est un groupe social où les enfants peuvent expérimenter individuellement en commun la citoyenneté, ses droits et ses devoirs.

"Mais malheureusement notre système éducatif met encore trop l'accent sur la compétition et pas sur la coopération. L'école pourrait former à la démocratie si elle fonctionnait elle-même façon démocratique !" assure la sociologue **Marie-Duru-Bellet**.

« Notre système reste très peu fondé sur le travail collectif, alors que l'apprentissage des valeurs démocratiques doit se forger sur une expérience de vie scolaire, des discussions, l'établissement commun des règles de vie, des activités partagées, la réciprocité de certains droits des adultes et élèves », dit **François Buret**, co-auteur de «

l'école peut-elle sauver la démocratie ». L'école a donc une énorme responsabilité et une mission politique : aujourd'hui sauver la démocratie, hier faire vivre la République. Robespierre disait devant la Convention « rêver d'une école commune à tous et universellement bienfaisante en vue de former des hommes ».



Mais quels enfants voulons-nous former, et pour quelle société ?

Pour faire des enfants des futurs citoyens responsables, il faut les faire participer très tôt à la vie sociale et leur donner la parole dans les décisions communes. C'est ici tout le rôle des élections aux conseils de classe et des conseils municipaux des enfants qui dès le primaire mettent les enfants dans le moule de la vie d'un citoyen ! Il faut donc encourager ces initiatives et faire en sorte que ici non plus il n'y ait pas d'inégalités (insister pour que les enfants osent se présenter, les inciter à cette représentation, à cet engagement dès le plus jeune âge) ; c'est l'éducation civique !

Il faut aussi valoriser cet engagement plus tard qui doit devenir un « savoir-être citoyen » ; c'est ici l'intérêt de mise en valeur du service civique. Il faut libérer le potentiel de la société civile pour créer des réseaux de solidarité et de fraternité pour une société qui fédère et qui rapproche, c'est le sens que je donne à la démocratie participative !

Dans une société fortement marquée par l'individualisme, beaucoup de français, de jeunes en particulier, demandent que la République redonne du sens à l'action collective et sont prêts, il faut y croire, à s'engager en faveur de causes collectives.

La conception française de la citoyenneté exprime un idéal type de vie en commun selon la formule de **Dominique Schnapper** en 2000 dans son essai chez Gallimard : « Qu'est-ce que la citoyenneté ? » : celui de la construction « d'une communauté de citoyens », d'une nation selon les principes démocratiques qui incarnent les 3 piliers de la devise républicaine : égalité liberté fraternité.

Et pour conclure, comme le disait **Victor Hugo** lors de son discours du congrès de la paix à Lausanne le 17.09.1869 :

« LA REPUBLIQUE ELEVE L'HOMME À LA DIGNITE DE CITOYEN »



Autres références que celles citées dans mon texte : le rapport du conseil d'Etat (René Cassin) en 2018 : « La citoyenneté, être citoyen aujourd'hui »

PS:

Une partie des débats a porté sur le vote : blanc, noir, obligatoire, électronique ... et sur le rôle de l'école, avec une fois de plus la question de la

